



Pour permettre les échanges d'arguments, la Commission particulière publie des libres opinions qui n'engagent que leurs auteurs. Pour bénéficier d'une publication, il convient de prendre contact avec la Commission particulière.

LES CAHIERS D'ACTEURS SUR LE PROJET ITER en Provence



**Cahier d'Acteur
des Verts du Pays d'Aix**

Auteur:
Les Verts du pays d'Aix
BP 249 Poste Centrale 13 608
Aix-en-Provence
<http://www.lesvertspaysdaix.org>

→ **Contact:**
Pierre Olivier Salles
Secrétaire des Verts du pays d'Aix
Secrétaire_verts_aix@yahoo.fr

Tél. : 04 42 91 99 31

ITER: LE MAL-DEVELOPPEMENT EN PAYS D'AIX.

Propositions des Verts du pays d'Aix pour maîtriser les impacts territoriaux du projet

Depuis de nombreuses années les Verts du pays d'Aix critiquent le manque d'ambition et de vision globale des structures communautaires, et singulièrement celui de la Communauté du Pays d'Aix (CPA), qui fonctionnent plus selon une logique de guichet que comme un nouvel échelon politique rationalisant la gestion urbaine en la planifiant à l'échelle d'un territoire cohérent. Les Verts ont à maintes reprises demandé que la CPA, présidée par M^{me} Joissains, se saisisse pleinement de ses compétences pour réaliser des investissements structurants devant anticiper une évolution inquiétante du pays d'Aix. En vain puisque le fonctionnement routinier de distribution des fonds et des équipements s'est poursuivi autour d'élaboration de plans minimalistes d'urbanisme, pendant que les tendances à l'envol des prix du foncier ou à l'engorgement automobile se poursuivaient. Avec l'arrivée du projet ITER ces tendances seront incontestablement renforcées, ce qui nous laissait espérer une prise de conscience de la part des pouvoirs publics et la mise en cohérence de politiques volontaristes.

Or aujourd'hui, les Verts manifestent une vive inquiétude vis-à-vis de l'attitude des collectivités territoriales dont l'engagement forcené en faveur d'ITER n'a d'égal que l'étonnante passivité dont elles font preuve quant aux nécessités impérieuses de développer une politique d'aménagement durable du territoire afin de contrôler les fortes répercussions qu'aura le projet.

La CPA nous en donne ainsi l'exemple le plus abouti. Alors qu'ITER est un projet international, déjà abondamment financé par d'autres organismes, la CPA veut lui verser 75 millions d'euros entièrement consacrés à "la Machine" (le réacteur) alors que dans ses domaines de compétence aucune action volontariste d'aménagement du territoire n'est menée!

Avec ce cahier d'acteurs, les Verts du pays d'Aix souhaitent répondre à cette situation aberrante en mettant en évidence les impacts multiples qu'aura ITER sur notre territoire et les mesures à prendre pour les accompagner.

Dans le cadre du débat public organisé par la



ITER en Provence

Des impacts profonds et multiples

L'arrivée d'ITER aura un grand nombre de répercussions dans plusieurs domaines.

Des risques non négligeables

Il s'agit tout d'abord de réaffirmer le risque sanitaire (sous évalué) que comporte ce projet qui utilisera du tritium, dont Masatoshi Kohsiba, prix Nobel de physique 2002, rappelait la grande dangerosité ("le réacteur nucléaire ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement"). Pourtant, aucune étude épidémiologique n'est prévue. De plus le projet générera plusieurs dizaines de milliers de tonnes de déchets radiocatifs sur le site, faisant (à la suite de Cedra) de Cadarache un immense champ de déchets.

Une menace pour l'écosystème local

Deuxièmement il convient de souligner l'importance des impacts environnementaux qui sont trop rapidement évacués. Or ITER, c'est en premier lieu la destruction de 180 ha de forêts, et bien plus que cela, car il faut y ajouter une importante zone coupe-feu, une zone de dépôt des matériaux extraits de l'excavation, et les dégâts causés par les voies d'approche. La forêt de Cadarache est une forêt ancienne (chênes pubescents centenaires, pins noirs de Salzman, cèdres, genévriers), abritant mouflons, cerfs Sika, chevreuils ainsi que des oiseaux. Notons que plusieurs hectares de plantations seront détruits, pour lesquelles l'Etat avait pris un engagement trentenaire de ne pas changer la nature du sol. A brève échéance sont également menacés le parc à mouflons de Cadarache, (où se trouve la population de mouflons la plus pure de France génétiquement,) et l'avifaune des rives de la Durance,

seconde de Provence, après celle de Camargue en nombre d'espèces et en population. Nous renvoyons au site NATURA 2000 qui détaille la beauté et la richesse végétale et animale de cette région, ainsi que sa fragilité.

C'est aussi le problème des rejets du réacteur. Pourquoi des eaux tièdes, minéralisées, irradiées, seront-elles rejetées dans le filet d'eau qu'est la Durance à cet endroit? Des études vraiment indépendantes ont-elles été faites? Pourquoi le rejet ne se fait-il pas dans le canal EDF? On sait par expérience que la moindre modification du milieu aquatique provoque des perturbations irréversibles.

L'engorgement des axes de circulation

Troisièmement, le projet nécessitera la construction d'une route appelée "XXL" de quelques kilomètres de long mais de 50 millions d'euros (soit 1/4 du coût de

rénovation de la ligne de chemin de fer Aix-Marseille). Cet axe ne profitera qu'à ITER: alors que les infrastructures du pays d'Aix sont sous développées, des millions d'euros seront dépensés pour la seule circulation des matériaux nécessaires au projet.

Il faut aussi évoquer l'engorgement des axes de circulation due à une inadéquation entre l'offre existante et une demande de plus en plus importante due à l'arrivée de nouvelles populations.

Une pression foncière très lourde

Enfin, c'est aussi au niveau du foncier que l'impact d'ITER se fera sentir, avec une envolée des prix. On peut être surpris de ce qu'indique le dossier de présentation d'Iter remis lors du débat public car il prévoit à l'horizon 2015 la création de 20 000 emplois induits sur PACA. Mais le même dossier nous indique



ITER en Provence

qu'il faut prévoir 2000 logements pendant le chantier puis 1000 en phase d'exploitation... Il nous semble y avoir là comme une incohérence. Il semble que nous sommes encore là devant une pratique du CEA consistant à gonfler les chiffres lorsqu'il s'agit de vendre le projet et de promettre des emplois et d'une sous-estimation du projet lorsqu'il s'agit de réaliser les infrastructures coûteuses. Si l'on considère qu'il y aura au moins 2000 travailleurs en moyenne sur le centre et plusieurs milliers (1500) d'emplois induits, cela fait vue la taille moyenne des ménages en France, une venue de 10000 personnes sur le pays d'Aix. Il s'agit rien de moins que de la taille d'un des gros villages du territoire. Cela correspond à la taille de Venelles.



Là où se pose un problème c'est que lors des différentes réunions publiques a été évoquée l'idée du saupoudrage... c'est-à-

dire de l'absorption par toutes les communes de cette demande nouvelle sans nouveau projet urbain local. Si l'on com-

prend bien on peut se préparer à la catastrophe en prévoyant un mitage du territoire.

75 millions d'euros pour le développement durable du pays d'Aix !

Les impacts territoriaux du projet ITER seront donc multiples, modifiant profondément le visage du pays d'Aix. Face à cela, nous dénonçons depuis longtemps l'extrême passivité des pouvoirs publics, et singulièrement celle de la CPA, dans l'anticipation de ces bouleversements. Pour nous, il convient au contraire de mener une politique volontariste d'aménagement durable du territoire en employant utilement les ressources disponibles.

Financer des investissements durables plutôt que la Machine

Car alors que les finances de la Communauté d'agglomération sont exsangues, la CPA s'est engagée à verser 75 millions d'euros pour la "Machine", ce qui est totalement hors de sa compétence. Seul l'État a pour rôle de financer la recherche fondamentale et toutes les autres collectivités territoriales de la région (Conseil régional, Conseils généraux) flèchent au moins 50 % de la

somme allouée à ITER sur des investissements en dehors du réacteur. De plus, ces dépenses extraordinaires ne pourront être financées que par la levée d'un nouvel impôt local, ce qui n'est annoncé nulle part, en toute opacité.

Plutôt que d'engager des sommes énormes sur la Machine, alors que le pays d'Aix a besoin d'investissements structurants, nous proposons d'employer ces 75 millions d'euros pour anticiper les impacts locaux d'ITER dans des domaines



ITER en Provence



essentiels relevant des compétences de la CPA (foncier, transports...). L'urgence veut que sur le dossier ITER on utilise toutes les ressources disponibles pour mener une politique volontariste d'aménagement durable du territoire afin d'enrayer son mal-développement.

Une politique foncière volontariste

Aujourd'hui la CPA dépense 2 millions d'euros par an pour des réserves foncières, ce qui est très insuffisant pour assurer les besoins de logement de la population et enrayer l'explosion des prix alors que nous estimons à 10 000 le nombre de nouveaux arrivants du fait d'ITER.

La CPA possède un outil pour maîtriser ces tensions : le programme local de l'habitat (PLH). Ce document de programmation urbaine, voté il y a quelques mois, ne prévoit rien de précis sur le dossier ITER alors qu'il faudrait d'urgence augmenter le nombre de logements construits. Nous demandons donc sa révision immédiate. Contrairement à ce qui est fait aujourd'hui, la CPA doit consacrer beaucoup plus que 0,4 % de son budget au logement. Nous demandons aussi que le plan local de l'urbanisme (PLU) d'Aix soit modifié au plus vite et non pas en 2008 comme annoncé

par le Maire d'Aix. C'est en effet Aix qui portera la principale part des demandes de logement engendrées par ITER. Il faut prévoir dès maintenant avec précision les futures zones de développement urbain pour éviter le mitage du territoire, et les nombreuses nuisances qu'un développement incontrôlé entraînerait.

L'autre question qui se pose est celle de la transformation de l'identité du Val de Durance. La particularité de cette zone du Pays d'Aix est d'être fortement agricole. Les prix des terrains grimant et la pression foncière augmentant, c'est l'identité même de ces villages du Val de Durance qui est posée. Aussi nous demandons à la fois une réelle intervention foncière pour protéger cette vallée et sa dimension agricole mais aussi que soient prévus de nouveaux équipements collectifs pour les communes qui la composent en associant les Maires et les Conseils municipaux concernés aux prises de décisions.

Un schéma ambitieux de développement des transports en commun

Le deuxième axe d'investissement public concerne les transports : le pays d'Aix, et particulièrement les communes du Val de Durance, souffrent de l'absence d'un véritable réseau de transports en commun.

La venue d'ITER et le flux de transports que cette installation va générer vont accentuer ces problèmes. Normalement la CPA devrait pouvoir améliorer cette situation grâce à son plan de déplacements urbains (PDU). Or, dans le PDU voté en juin 2005 et censé structurer les transports du pays d'Aix pour les 10 ans à venir, rien n'est prévu pour ITER. Par exemple, le projet de ligne ferroviaire moderne reliant Aix aux villes du Nord du pays d'Aix est totalement absent des documents d'urbanisme.

Nous demandons donc la révision du PDU et attendons que la CPA s'engage, au-delà des déclarations de principe, à contribuer avec les autres partenaires institutionnels à la réalisation de ces investissements ferroviaires.

Alors que la venue du projet ITER se précisait de mois en mois, et alors que nous avons à de multiples reprises évoqué ces problèmes en Conseil de Communauté du Pays d'Aix, rien n'a été fait pour la préparer. Nous demandons que la CPA, plutôt que dépenser inutilement son argent pour financer la Machine, réalise dans ses domaines de compétence des investissements durables pour éviter que se poursuive le développement anarchique du pays d'Aix.

Pour permettre les échanges d'arguments, la Commission particulière publie des libres opinions qui n'engagent que leurs auteurs. Pour bénéficier d'une publication, il convient de prendre contact avec la Commission particulière.

Contact

CPDP ITER, 42 rue Montgrand, 13006 Marseille.
Internet : www.debatpublic-iter.org
Mail : contact@debatpublic-iter.org

N° Vert 0 800 863 294

Les cahiers d'acteurs

Directeur de la publication : Patrick Legrand
Réalisation graphique : DCTM
Impression : Spot Marseille
Crédits photos : Red, TON et Charmag,
Le Ravi